



## Décision n°154/2023

**Objet : Mission d'analyse et de conseil pour une optimisation des recettes dans le domaine de la fiscalité**

**LEYTON CTR**

Le président de la Communauté de Communes du Pays de Mormal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-10,

Vu les délibérations du conseil communautaire en date des 13 juillet 2020, 24 mars 2021, 30 juin 2021, 15 décembre 2022 et 08 février 2023 par lesquelles celui-ci m'a autorisé à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés à procédure adaptée ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Vu l'estimation des besoins établie par les services de la Communauté de Communes du Pays de Mormal,

### **DECIDE**

**Article 1 :** La communauté de communes du Pays de Mormal, représentée par son Président décide de conclure une mission d'analyse et de conseil pour une optimisation des recettes dans le domaine de la fiscalité avec la société LEYTON CTR, 16 boulevard Garibaldi, 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

**Article 2 :** Pour chaque recommandation mise en œuvre, la rémunération du prestataire est fixée à hauteur de 35 % des régularisations réalisées au titre des années civiles non prescrites. En tout état de cause et quel que soit le montant global des régularisations, la rémunération du prestataire ne pourra être supérieure à 39 999.00 € HT.

**Article 3 :** La convention prend effet à sa date de signature et demeure en vigueur jusqu'à la plus rapprochée des deux dates suivantes :

- La date à laquelle le prestataire aura mis en œuvre des recommandations acceptées par la CCPM représentant un montant cumulé de régularisations supérieur à la somme de 200 000.00 €,
- La date correspondant à l'expiration d'une période de 12 mois.

**Article 4:** La présente décision sera communiquée au Conseil Communautaire lors de la prochaine séance et affichée en l'hôtel communautaire.

**Article 5:** La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille – 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE cedex dans un délai de deux mois suivant sa publication. Elle peut dans ce même délai de deux mois et préalablement à une saisine du tribunal administratif compétent, faire l'objet d'un recours gracieux adressé à Monsieur Le Président de la CCPM. Au terme d'un délai de deux mois, à compter dudit recours gracieux, le silence du Président de la CCPM vaut décision implicite de rejet, conformément à la réglementation en vigueur. Dans ce cas, s'ouvre un nouveau délai de deux mois pour saisir le tribunal administratif précité d'un recours contentieux contre la décision implicite de rejet de la présente décision.

**Article 6:** Ampliation de la présente décision sera transmise à madame la Sous-préfète d'Avesnes sur Helpe et au Comptable du trésor

Le Président certifie :

- La conformité de la présente ampliation,
- Le caractère exécutoire de cet acte publié le
- Transmis le
- Qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois.

04 OCT. 2023 le 26/09/2023

04 OCT. 2023

Guislain CAMBIER  
Pays  
de  
Normal  
Communauté de Communes

